La Commune

Grève d'un jour, et après ?

> "Le budget 2003 prévoit la suppression de 20000 emplois d'aides-éducateurs et 5600 postes de surveillants, à la rentrée 2003. " peut-on lire en première ligne d'une note en date du 27 septembre adressée par le Directeur de Cabinet du Ministre de l'Education nationale aux recteurs et inspecteurs d'académie. Ajoutons à cela les non créations de postes et les quelques 30% de postes non remplacés suite aux départs en retraite et le tableau est brossé : l'Education est dans la ligne de mire.

La rentrée 2002 ne s'est pas faite dans un contexte de " paix sociale ", c'est peu de le dire. Face à des conditions d'enseignement qui se dégradent, les revendications tant des enseignants que des parents d'élèves se sont multipliées, se traduisant localement par des actions toujours plus déterminées pour obtenir satisfaction (occupations fermes d'écoles par exemple).

Mais l'originalité de ce début d'année scolaire est sans aucun doute que c'est la rentrée suivante (2003) qui cristallise toutes les inquiétudes de la profession. Car une chose au moins est sûre : avec la politique du gouvernement, la situation se dégradera encore plus vite qu'avant!

Les grandes orientations

Revenons sur la note ministérielle du 27 septembre sus-citée. Celle-ci a pour objet le " remplacement des MI-SE (maîtres d'internat-surveillants d'externat, NDLR) et des aides-éducateurs par de nouveaux assistants d'éducation ". Ces emplois sont traditionnellement occupés par des étudiants qui doivent travailler pour financer leurs études.
Les raisons de la suppression de ces dispositifs sont toutes plus fallacieuses et surfaites les unes que les autres : un peu d'éloignement des établissements par rapport aux centres universitaires par-ci, un peu d'" alourdissement des études universitaires " par-là, qui sont autant de moulins-à-vent pour qui veut bien enfiler son costume de Don Quichotte.

Non, les vraies raisons sont ailleurs. " Les réflexions internes à l'Education nationale sur la sortie du dispositif emplois-jeunes ne pourront pas être déconnectées des discussions qui vont s'ouvrir sur l'extension du champ de la décentralisation. " Le mot est lâché, et qui dit décentralisation dit casse du statut général des fonctionnaires, casse du service public d'éducation. Comme si cela n'était pas déjà assez clair Alain Boissinot, l'auteur de la note, ajoute, à propos du " nouveau dispositif d'assistants d'éducation ", que ce système sera " beaucoup plus souple que les précédents " et que " les collectivitées locales qui le veulent pourront y participer ", car " dans le cadre des travaux sur la décentralisation, une réflexion sur le "principe de subsidiarité" entre l'Etat et les collectivités locales pourra ainsi s'ouvrir ".

La division des journées d'action

La grève du 17 octobre dernier a été moyennement suivie, avec une moyenne nationale de quelques 55% de grévistes chez les enseignants. De son côté, Xavier Darcos, ministre délégué à l'Enseignement scolaire, déclarait devant le Sénat qu'il fallait " cesser de s'inscrire dans une logique d'augmentation continuelle des postes lorsque, dans le même temps, les élèves diminuent en nombre " et " que les résultats stagnent, voire reculent ". " Ce que nous voulons, ce sont des objectifs et des résultats " ajoutait-il ; une belle manière de montrer son mépris pour l'Education Nationale et pour ses personnels.

Mais à qui la faute de ce taux de grévistes mitigé ? Aux fédérations syndicales pour sûr, qui entendent bien jouer à plein leur rôle de soupape de sécurité lorsque la pression monte " d'en bas " et qu'il faut donc la laisser sortir, en prenant grand soin cependant que cela ne mette pas en mauvaise posture le gouvernement, ça va sans dire...
Mais les fonctionnaires de l'Education Nationale ne sont pas plus bêtes qu'ailleurs et ils savent très bien que la solution à leurs problèmes, toujours plus nombreux, n'est pas dans quelques journées d'action disséminées ça et là dans le courant de l'année scolaire, l'Education Nationale revendiquant dans son coin et les autres branches de la fonction publique faisant de même.

Non, bien au contraire, ce sont les même attaques qui visent tous les fonctionnaires, qui les menacent tous à court ou moyen terme dans leur statut de fonctionnaire même, attaques qu'on peut globalement regrouper sous la lugubre étiquette du " principe de décentralisation ".

Alors c'est bien le " Tous ensemble ! " qu'il faut mettre en avant car la maxime a raison, l'union fait la force, et ce n'est que l'union déterminée de la base qui fera sauter le verrou des fédérations syndicales et qui permettra aux revendications générales et particulières de faire irruption avec force là où se décident nos destinées, sur les bureaux ministériels. La grève générale de novembre-décembre 1995 nous l'a encore prouvé, ce n'est que lorsque le rapport de forces menace le gouvernement et l'Etat sur ses bases que la voix " d'en bas " s'impose cruement à ceux qui voulaient la faire taire.

Modifié le lundi 20 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie France

Urgence, pouvoir d’achat et grève générale

Alors qu’il a urgence à augmenter les salaires, bloquer les prix et les loyers, alors qu les crises énergétiques et climatiques explosent, le gouvernement Macron a fait voter au Parlement deux... »

« Ces gens-là »

La ministre des collectivités territoriales, issue des Républicains, a eu par le passé des prises de position qui dénonçaient le mariage pour tous en y voyant “un dessei contre la nature”.... »

Ni le gouvernement ni l'Assemblée ne nous représente !

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » La présidentielle et les législatives en France sont à l'image du chaos politique qui parcourt l'Europe : la... »

Répression, maître-mot de la macronie.

La cinquième république est agonisante. Macron et sa clique vont utiliser le dernier outil en leur possession pour sauver ce qui peut l’être : la répression. Les forces de police, dignes... »

Présidentielles, législatives : Non au front unique des appareils !

Ils veulent TOUS sauver la Ve République et museler la classe ouvrière ! Partis politiques et confédérations syndicales sont désormais unis pour laisser Macron gouverner à son aise et mener ses... »

Alain Krivine

La Commune tient à saluer la mémoire d'Alain Krivine, militant ouvrier et dirigeant historique de la LCR et du NPA, qui a marqué la vie politique de ces 60 dernières années. Nous adressons à sa... »